



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20231219-2023\_68-DE

S<sup>2</sup>LO

## DÉLIBÉRATION

2023/68

### **ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 19 Décembre 2023 à 14 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Claude DUHAMEL, Maire de MONT-BERNANCHON – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER

**Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE -- Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Le Conseil d'Administration,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1988, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

**Vu** le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier des rédacteurs territoriaux ;

**Vu** le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

**Vu** la délibération n° 2023/57 du 14 novembre 2023 actualisant le tableau des emplois ;

**Vu** l'avis du Comité social territorial en date du 12 décembre 2023 ;

**Vu** la demande en date du ... de maintien en fonctions de Madame JANQUIN ;

**Vu** la demande en date du ... de maintien en fonctions de Monsieur POIX ;

Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L 313-1 du Code général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il indique aussi qu'en cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité social territorial.

Il précise que, conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n° 2013-593 susvisé, même si notre établissement sera surclassé, les emplois fonctionnels de DGA « Pôle Ressources » et « Pôle Emploi Public et Numérique » d'un établissement assimilé à une commune de 80 000 à 150 000 habitants seront conservés jusqu'à la fin de la durée du détachement des agents qui occupent ces emplois.

Le Président propose de modifier le tableau des effectifs par la création de deux postes permanents afin de satisfaire les demandes collectivités et, de supprimer les postes et emplois devenus vacants suite à des recrutements sur autres grades et changement de cadre d'emplois.

Le Président propose à l'assemblée :

➤ **La création des deux emplois permanents, à temps complet, suivants :**

- Un emploi à temps complet de **Directeur Général** d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de plus de 400 000 habitants, suite à la décision de surclassement. Celui-ci aura pour mission de diriger, sous l'autorité du Président, l'ensemble des services et d'en coordonner l'organisation ;

Cet emploi pourra être pourvu réglementairement par un fonctionnaire de catégorie A de la filière administrative ou technique notamment, relevant des cadres d'emplois des administrateurs et des d'ingénieurs en chef par voie de détachement ou un autre cadre d'emplois dont l'indice terminal est au-moins égal à la hors-échelle B.

Cet emploi peut également être pourvu par un agent contractuel de droit public de catégorie A de la filière administrative ou technique, aux grades d'administrateur et d'ingénieur en chef par voie de recrutement direct (article L 343-1 et suivants et de l'article 1 bis du décret n° 88-145 du 15 février 1988).

L'agent contractuel devra, soit être titulaire d'un diplôme national sanctionnant une formation d'une durée totale au moins égale à cinq années d'études supérieures et justifier d'au moins trois années d'activités professionnelles le qualifiant particulièrement pour l'exercice de fonctions supérieures de direction, d'encadrement ou d'expertise ; soit avoir effectivement exercé pendant cinq années d'activités professionnelles le qualifiant particulièrement pour l'exercice de fonctions supérieures de direction, d'encadrement ou d'expertise et avoir exercé des responsabilités d'un niveau comparable à celles dévolues aux fonctionnaires des cadres d'emplois auxquels ces fonctions sont ouvertes.

Enfin, l'agent détaché ou recruté contractuellement sur l'emploi de directeur général percevra la rémunération prévue par le statut de la fonction publique territoriale et la grille indiciaire de l'emploi fonctionnel créé, ainsi qu'une NBI (pour les fonctionnaires). Il bénéficiera du régime indemnitaire en vigueur dans l'établissement.

- Un emploi de **conseiller en évolution professionnelle** au service promotion de l'emploi, ouvert au grade d'attaché territorial et sur l'ensemble des grades des rédacteurs territoriaux ;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8 du code général de la fonction publique. L'agent accompagnera les agents territoriaux dans la construction de leur projet d'évolution et de transition professionnelle, en lien avec les besoins économiques existants et prévisibles dans les territoires.

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

➤ **La suppression des 8 emplois permanents, à temps complet, suivants :**

- ✚ L'emploi fonctionnel de Directeur Général des services d'un Centre de Gestion assimilé à une commune de 80.000 à 150.000 habitants
- ✚ L'emploi fonctionnel de Directeur Général Adjoint du Pôle statut ;

Filière administrative

✚ **Grade d'attaché principal**

- Un emploi de DGA sur le grade, poste libéré suite à un changement de cadre d'emplois ;

✚ **Grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe**

- Un emploi de chargé (e) de mission @ctes et mairie connectée, non pourvu, recrutement envisagé sur un autre grade ;

- Un emploi de gestionnaire de paie à façon, non pourvu, recrutement réalisé sur un autre grade ;

- **Grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe**

- Un emploi de chargé (e) de mission @ctes et mairie connectée, non pourvu, recrutement envisagé sur un autre grade ;

- Un emploi de gestionnaire de paie à façon, non pourvu, recrutement réalisé sur un autre grade ;

✚ **Grade d'adjoint administratif**

- Un emploi de chargé (e) de mission @ctes et mairie connectée, non pourvu, recrutement envisagé sur un autre grade.

Le tableau des emplois permanents est ainsi modifié, comme suit :

Filière administrative

**Cadre d'emplois des attachés territoriaux**

Grade : attaché principal à temps complet

Ancien effectif :3 – nouvel effectif :2

Grade : attaché territorial à temps complet  
Ancien effectif :7 – nouvel effectif :8

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le



ID : 062-286200027-20231219-2023\_68-DE

### **Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux**

Grade : rédacteur territorial principal de 1<sup>ème</sup> classe, à temps complet  
Ancien effectif :12 – nouvel effectif :13

Grade : rédacteur territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe, à temps complet  
Ancien effectif :4 – nouvel effectif : 5

Grade : rédacteur territorial, à temps complet  
Ancien effectif :9 – nouvel effectif :10

### **Cadre d'emplois des adjoint administratifs territoriaux**

Grade : adjoint administratif principal de 1<sup>ème</sup> classe, à temps complet  
Ancien effectif :14 – nouvel effectif :12

Grade : adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe, à temps complet  
Ancien effectif :15 – nouvel effectif :13

Grade : adjoint administratif territorial, à temps complet  
Ancien effectif :17 – nouvel effectif :16

Le Conseil d'Administration,  
Après avoir entendu l'exposé de son Président,  
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *ADOpte* la modification du tableau des effectifs et du tableau des emplois, ainsi proposée, qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
- ♦ *PRECISE* qu'un tableau reprenant l'ensemble des emplois, permanents et non permanents, est annexé au présent document.
- ♦ *PRECISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 19 décembre 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY